



Sous les pavés la plage !

On y est, c'est l'été ! Vive les vacances et les congés payés, rudement conquis par les luttes et les sacrifices de générations entières de travailleuses et de travailleurs. Le droit au repos, c'est comme le droit au bonheur. Pour la CGT, ce n'est pas une option !

Quelques décennies plus tard, néanmoins, et alors que le monde du travail et de la jeunesse a hissé notre pays au 6^e rang des plus grandes puissances économiques mondiales, l'été 2022 ne ressemblera pourtant à aucun autre. Malgré les fortunes exponentielles, indécentes de quelques milliardaires, les famoureux profits de grandes entreprises (Total, Sanofi, Moderna, Engie etc...) et les insolents dividendes versés à quelques parasites actionnaires, pour la grande masse des salarié.es, se loger, se nourrir, se chauffer, se soigner ou se déplacer est devenu un véritable calvaire !



HOLD UP SUR NOS RICHESSES

Loin de l'incessant matraquage médiatique et des enfumages idéologiques, il est essentiel d'en comprendre quelques raisons. Réfléchir, penser, c'est aussi cela, après tout, l'été.

UN LOGICIEL IDÉOLOGIQUE QUI NE VARIE PAS

Malgré la cuisante défaite électorale de la macronie pour son bilan social calamiteux et son mépris de classe envers le monde du travail, le président des ultra-riches a décidé de maintenir « coûte que coûte » sa feuille de route et ses engagements auprès de Bruxelles : maintenir les taux de profits de ses amis du patronat, des banques et de la finance. Comment, en ces temps de conjonction des crises ? En faisant du travail, des salaires, des pensions et des minima sociaux des variables d'ajustement. En théorisant le farfelu concept du ruissellement. En inondant les entreprises d'aides publiques sans aucune conditionnalité. En réduisant les dépenses publiques (hôpitaux, écoles, transports) au nom de la réduction des déficits. En supprimant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et en limitant les prélèvements sur les revenus du capital. Enfin, en supprimant des emplois, en fermant des usines, en ne remplaçant pas des postes vacants et en précarisant le travail. Voilà quelques-uns des facteurs qui nous conduisent directement au chaos dans lequel nous sommes. Ajoutons-y, dans un souci de clarté et de compréhension sur la manière dont sont dilapidées les richesses issues de notre travail, la fraude et l'évasion fiscale (évaluées à 80 milliards d'€), ainsi que les astronomiques exonérations de cotisations sociales patronales qui assèchent féroceement les caisses de la sécurité sociale, de retraites et de l'assurance chômage. C'est le « nouveau statut du capital » qu'ont délibérément installé Macron et sa clique, mais également, tous les gou-

vernements de droite et sociaux libéraux successifs. Quoi qu'il se passe, crise sanitaire ou pas, le capital a l'assurance que son taux de profit sera stable. Voici résumé leur « monde d'après ».

IL EST TEMPS DE RÉCLAMER NOTRE DÙ

Pendant que les mêmes s'engraissent, pulvérisent le code du travail à coup d'ordonnances, instaurent une contre-réforme de l'assurance chômage punitive, saupoudrent la misère salariale de chèques et de quelques centimes sur les carburants, l'inflation s'envole. Actuellement à plus de 5%, on évoque l'hypothèse de 7% à la rentrée et peut-être 10% à la fin de cette année. Alimentaire, énergie, carburant ... tous les postes de dépenses importants pour les ménages sont touchés. Les étudiant.es, de nombreuses et nombreux salarié.es et retraité.es envahissent désormais les distributions d'aides alimentaires. Jusqu'à quand ?!

- Une réelle revalorisation des salaires
- Une réelle reconnaissance de nos métiers et leur technicité, de nos qualifications, et de notre utilité sociale
- Des budgets de fonctionnement à la hauteur des besoins
- Un taux d'encadrement plus sur de 1 pour 8 (moins de 6 ans) et 1 pour 12 (plus de 6 ans)



PLAN D'URGENCE POUR SAUVER L'ÉCOLE

Ni changement de cap, ni rupture pour la rentrée prochaine. Le cadre national de l'école continue indéniablement d'être détruit. La mise en concurrence des établissements, des personnels et des élèves continuera de dominer. Elle creusera des inégalités et produira des « classes d'excellence » au détriment de l'intérêt général. L'éducation n'a pas à être pilotée comme une entreprise ! Les suppressions de postes doivent cesser tout comme les fermetures de classes. Pour le service public, l'amélioration des conditions de travail et d'études des élèves, continuons d'exiger un plan d'urgence de recrutement et de formation de personnels statutaires dans tous les métiers de l'Éducation nationale et un plan massif de titularisations. L'école n'est pas un coût, c'est investissement pour l'avenir. Réorientons l'argent !

N'ACCEPTONS PLUS L'INACCEPTABLE !

Il est logique et encourageant d'observer que depuis les tréfonds du pays, dans une multitude d'entreprises et établissements du Val-de-Marne, une colère de moins en moins sourde se propage à la vitesse des fins de mois difficiles. Salarié.es de la plate-forme aéroportuaire d'Orly, des hôpitaux, de l'énergie, du conseil départemental, de Nephrocare, des Ehpad, de l'éducation nationale, cheminots, territoriaux, retraité.es ou employé.es de commerce, nombreuses et nombreux sont les travailleuses et travailleurs qui ont fait le choix ces derniers mois de relever la tête devant tant d'injustices et de démantèlement social. Qu'elles empêchent de nouvelles régressions ou qu'elles débouchent sur des victoires revendicatives, ces ripostes sont nécessaires, utiles à toutes et tous pour le maintien des conquises et de notre dignité.

ORGANISONS NOS COLÈRES POUR REVENDIQUER ET GAGNER

Sur injonction du patronat et de la commission européenne, le gouvernement pourtant fragilisé et minoritaire à l'issue des élections, ne renonce en rien à son nouveau projet de dévastation sociale. Qu'il s'agisse de son intention de reculer l'âge légal du départ à la retraite à 65 ans ou de son projet de loi sur le pouvoir d'achat, sa volonté reste invariablement la même, nous faire payer l'ardoise de la crise et cajoler le grand capital. Injustes socialement et inefficaces économiquement, ces deux premiers projets de loi nécessitent d'être farouchement combattus. Comme en témoigne ce tract et les indicateurs économiques auxquels nous nous référons, d'autres choix sont possibles et nécessaires pour sortir urgemment de cette spirale austéritaire. L'application de ces autres choix de société imposent plus que jamais un élargissement des actions revendicatives et une autre élévation du rapport de force.

SOLUTIONS CGT DE SORTIE DE CRISE !

- Revalorisation du SMIC à 2000€ bruts (1500 euros net) ;
- Revalorisation générale des salaires, pensions et minima sociaux à la hauteur (minimum) de l'inflation ;
- Arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales ;
- Réorientation et conditionnement des aides publiques aux entreprises ;
- Réinstauration de l'ISF ;
- Nationalisation des secteurs stratégiques (énergie, transports, banques ...) ;
- Mise en place d'un revenu étudiant.
- Blocage des prix sur les produits de premières nécessités, l'énergie et le carburant.

UN ÉTÉ PROPULSEUR D'UNE RENTRÉE SOCIALE COMBATIVE ET DE HAUT NIVEAU

Passer de la colère, de l'indignation légitime, à l'action organisée et au rassemblement les plus larges doit demeurer notre préoccupation à toutes et tous. Personne ne peut et ne devrait se sentir exonéré de cette recherche face au tsunami antisocial qui se prépare. C'est l'obsession de la CGT qui continuera de tout mettre en œuvre pour informer, convaincre et agir avec le plus grand nombre. L'heure n'est pas à la modération revendicative, à la compromission ou au pseudo dialogue social qui ne sert qu'à endormir ou ralentir l'inévitable irruption sociale pour la dignité et le progrès. Le moment est arrivé de prendre nos affaires en main et de lutter pour la défense de nos droits et pour la revalorisation des salaires et pensions à la hauteur (minimum) de l'inflation. La jeunesse, les salarié.es et retraité.es de notre pays ne demandent pas l'aumône, mais de vivre dignement des fruits de leur travail. C'est cette boussole qui doit nous animer pour nous rencontrer, débattre et décider ensemble des contours de l'action. C'est sur ce socle également, que nous souhaitons préparer l'incontournable riposte sociale de cette rentrée 2022. N'attendons plus, discutons-en, rejoignez la CGT pour donner du poids au syndicalisme de classe résolument décomplexé face à tant d'injustices et d'inégalités.

LA CGT

Appel à la grève le 29 septembre 2022

Bulletin de contact et d'adhésion

Nom : _____

Prénom : _____

Entreprise : _____

Ville : _____

Téléphone : _____

Mail : _____

À retourner à :

CGT Léo Lagrange
14 rue des Lilas
75019 PARIS

Mail : syndicat@cgt-leolagrange.fr

Site : www.cgt-leolagrange.fr

